

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 129

19 janvier 2006

SOMMAIRE

Afin (Holding) S.A., Luxembourg	6166	Heinz Immo S.A., Luxembourg	6161
Alexandre Duet Management S.A., Luxembourg ..	6153	Hellas Telecommunications Finance, S.C.A., Lu-	6191
Arcaniel Holding S.A., Luxembourg	6181	xembourg	
Artotal S.A., Luxembourg	6159	Hellas Telecommunications Finance, S.C.A., Lu-	6192
ArvinMeritor Investment (Luxembourg) Limited,		xembourg	
S.à r.l., Luxembourg	6171	Hellas Telecommunications I, S.à r.l., Luxem-	6175
Aviation Finance S.A., Luxembourg	6171	bourg	
AXA World Funds II, Sicav, Luxembourg	6189	Hellas Telecommunications I, S.à r.l., Luxem-	6176
AXA World Funds, Sicav, Luxembourg	6189	bourg	
Bakkabraedur, S.à r.l., Luxembourg	6161	Infrastructure Creation Company, S.à r.l., Luxem-	6190
Bakkabraedur, S.à r.l., Luxembourg	6163	bourg	
Balta Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	6177	Intermaritime S.A., Luxembourg	6181
Barrilux S.A., Steinfurt	6166	Intermaritime S.A., Luxembourg	6181
Brion S.A., Luxembourg	6179	Intermaritime S.A., Luxembourg	6179
Charles Street Capital S.A., Luxembourg	6148	Kensalys S.A., Luxembourg	6171
Cover Fin. Holding S.A., Luxembourg	6190	Laguardia Capital S.A., Luxembourg	6153
Ekart S.A., Luxembourg	6190	Lansan Investments S.A., Luxembourg	6148
Embassy, S.à r.l., Luxembourg	6165	Libertim Luxembourg S.A., Luxembourg	6182
Eufi-Rent, Sicav, Luxembourg	6166	Mayfair Holdings S.A., Luxembourg	6170
Fensch Triangle Finance S.A., Luxembourg	6159	Mediterranea Finance S.A., Luxembourg	6146
Fensch Triangle Finance S.A., Luxembourg	6160	Melk-Zenter S.A., Angelsberg	6147
Ferrero Trading Lux S.A., Senningerberg	6177	Nexus Financial S.A., Luxembourg	6176
Ferrero Trading Lux S.A., Senningerberg	6178	Nutritional Technology Development S.A., Lu-	6175
Financière Morgane S.A., Luxembourg	6165	xembourg	6147
FMS Services S.A., Luxembourg	6192	O.R.I. Martin Lux S.A., Luxembourg	6146
Focus Conseil S.A.H., Luxembourg	6146	Panlip Holding S.A., Luxembourg	6149
Future Invest Holding S.A., Luxembourg	6182	Pokhara Finances S.A., Luxembourg	6163
Future Invest Holdings S.A., Luxembourg	6149	S.C.I. Alek, Luxembourg	6174
G.C.M. International S.A., Luxembourg	6149	Sauveur S.C., Luxembourg	6151
G.C.M. International S.A., Luxembourg	6177	SGL Ingénierie S.A. Luxembourg, Junglinster	
G.L., S.à r.l., Mullendorf	6165	Shasan, S.à r.l., Luxembourg	
Global Communications, S.à r.l., Luxembourg	6179	Sodexho International Employees Plan Holding	
Global Communications, S.à r.l., Luxembourg	6180	S.C.A., Luxembourg	6189
GM Inter Est Maritime S.A., Luxembourg	6158	Soluz Holding S.A., Luxembourg	6175
GM Inter Est Maritime S.A., Luxembourg	6158	Sweden Dia (Luxembourg) S.A., Luxembourg ...	6147
HBI Punctureim, S.à r.l., Luxembourg	6182	Synergix International S.A., Luxembourg	6190
Heinz Immo S.A., Luxembourg	6160	Valnoc S.A., Luxembourg	

MELK-ZENTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7410 Angelsberg, 4A, rue de l'Ecole.
R. C. Luxembourg B 56.830.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Diekirch, le 22 septembre 2005, réf. DSO-BI00149, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ettelbruck, le 29 septembre 2005.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(085969.3/832/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2005.

POKHARA FINANCES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 101.372.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01798, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz

Administrateur

(082428.3/1023/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FOCUS CONSEIL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 78.645.

DISSOLUTION

L'an deux mille deux, le neuf août.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Valérie Schmitz-Deny, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant au nom et pour compte de la société BUTTONWOOD N.V., société anonyme, avec siège social à B-8500 Kortrijk, 15, Doomiksewijk,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Kortrijk, le 1^{er} août 2005,

laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci,

Lequel, ès qualité qu'il agit, a exposé ce qui suit:

1.- La société anonyme holding FOCUS CONSEIL S.A., avec siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte du notaire Frank Baden, de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, numéro 877 du 7 décembre 2000.

2.- Le capital social actuel de la société est fixé à soixante-quinze mille euros (75.000,00 EUR), divisé en mille (1.000) actions nominatives sans désignation de valeur nominale.

3.- Le comparant mandant est devenu successivement propriétaire de toutes les actions, ce dont la preuve a été rapportée au notaire instrumentaire, par la production du livre des actionnaires.

Ceci exposé, le comparant, agissant ès qualités, et représentant le seul et unique actionnaire de la société, a déclaré vouloir dissoudre la société.

Il requiert le notaire d'acter:

- que l'activité de la société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, prononce la dissolution de la société avec effet immédiat,

- que l'actionnaire unique se désigne comme liquidateur de la société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel, qu'en conséquence tout l'actif de ladite société est réglé,

- que l'actif restant est attribué à l'actionnaire unique,

- que partant, la liquidation de la société dissoute doit être considérée comme achevée, le tout sans préjudice du fait que le mandant répond personnellement de tous les engagements sociaux,

- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour,

- que les livres et documents de la société dissoute resteront conservés pendant une durée de cinq ans auprès de la BANQUE DE LUXEMBOURG, 55, rue des Scillas, L-2529 Howald.

Acte a été donné au comparant de ses déclarations.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et lecture faite, le comparant a signé avec le notaire.

Signé: V. Schmitz-Deny, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2005, vol. 149S, fol. 59, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2005.

J.-P. Hencks.

(083691.3/216/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2005.

PANLIP HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 59.366.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01795, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz

Administrateur

(082431.3/1023/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

SYNERGIX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 74.420.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 7 juillet 2005 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:
- Madame Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Claude Jacques Bloch, administrateur de sociétés, demeurant à F-92100 Boulogne-Billancourt;
- Madame Micheline Pauline Cohen-Bloch, administrateur de sociétés, demeurant à F-68300 Village-Neuf.

Le mandat d'administrateur-délégué de Madame Joëlle Marnane a été confirmé.

- A été réélue au poste de Commissaire aux comptes:
- MONTBRUN REVISION, S.à r.l., dont le siège social est établi à Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2005, réf. LSO-BI02862. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082434.3/677/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

NEXUS FINANCIAL, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 8, rue Henri M. Schnadt.

R. C. Luxembourg B 94.126.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la société en date du 15 septembre 2005

- Le conseil d'administration prend acte de la démission de M. Felix Singer de ses fonctions d'administrateur de la société.

- Le conseil d'administration décide de pourvoir temporairement à la vacance de ce poste et co-opte M. Soon Ling Lim, résidant 1, Wolfpit avenue, Unit 7, Norwalk, CT 06851 (USA), en tant qu'administrateur de la société, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2005, réf. LSO-BI03803. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082458.3/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

CHARLES STREET CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 74.450.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 20 juin 2005 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:
 - Madame Joëlle Mamane, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
 - Monsieur Albert Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
 - Monsieur Patrick Aflalo, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- Le mandat d'administrateur-délégué de Madame Joëlle Mamane a été confirmé.
- A été réélue au poste de Commissaire aux comptes:
 - MONTBRUN REVISION, S.à r.l., dont le siège social est établi à Luxembourg.
- Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2005, réf. LSO-BI02850. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082436.3/677/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

LIBERTIM LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 70.611.

L'an deux mille cinq, le quatre octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Philippe Richard, ingénieur, demeurant à F-92310 Sèvres, 47, rue de la Croix Bosset agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Jean Tessier, demeurant à F-75017 Paris, 85, avenue de Wagram, administrateur délégué de la société anonyme LIBERTIM LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous le numéro B 70.611, numéro d'identité 1999 22 16 231, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Boulogne-Billancourt, le 3 octobre 2005.

Cette procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Le comparant, ès-qualité qu'il agit, prie le notaire d'acter ce qui suit:

1. Conformément à la Section XIV et plus particulièrement aux articles 261 et 280 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, un projet de fusion a été établi pour chacune des sociétés en date du 12 juillet 2005 par acte du notaire soussigné, en vue de la fusion par absorption de la société anonyme LIBERTIM S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg B 54.868 numéro d'identité 1996 22 06 703 par LIBERTIM LUXEMBOURG S.A. détenant 100% des actions de la société absorbée.

2. Ces projets de fusion notariés ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 août 2005.

3. Comme indiqué au point 6 du prédit projet de fusion, un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit ont eu le droit de requérir pendant un délai d'un mois avant que la fusion ne prenne effet parties, soit jusqu'au 4 septembre 2005, la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion faute de quoi la fusion est réputée définitivement réalisée.

4. Par la présente le comparant constate qu'aucun actionnaire de la société absorbante n'a requis la convocation d'une assemblée générale dans le délai ci-dessus indiqué.

5. Par conséquent et conformément à la loi et au projet de fusion la fusion est devenue définitive avec effet au 4 septembre 2005 à minuit.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, 5-7, rue Munster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Richard, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, vol. 150S, fol. 17, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

F. Baden.

(089861.2/200/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2005.

G.C.M. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 92.890.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01814, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz

Administrateur

(082441.3/1023/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FUTURE INVEST HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 47.499.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BI01776, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. Schmitz

Administrateur

(082442.3/1023/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

S.C.I. ALEK, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg E 1.959.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-neuf septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Antoine Pierre Michel Hientgen, économiste, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach;
- 2.- Madame Danielle Schroeder, administrateur de sociétés, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach.

Lesquels comparants, agissant ès-dites qualités, ont déclaré avoir convenu de constituer une société civile immobilière dont ils vont établir les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les comparants, une société civile immobilière qui existera entre les propriétaires actuels et futurs des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement.

Cette société sera régie par les présents statuts, ainsi que par les lois luxembourgeoises applicables et notamment par les articles 1832 à 1872 du Code civil.

Art. 2. La société a pour objet, dans la limite d'opérations à caractère strictement civil, et à l'exclusion de toutes opérations à caractère commercial: l'acquisition, la vente, la mise en valeur, la mise en location et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles ou parts d'immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et la mise à disposition gratuite aux associés.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. La société prend la dénomination suivante: S.C.I. ALEK, société civile immobilière.

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Art. 4. Le siège de la société est fixé à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision des associés réunis en assemblée générale.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée, prenant cours ce jour. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à une majorité de 2/3 des parts d'intérêt. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Art. 6. Le capital social est fixé à mille euros (1.000,- EUR), divisé en cent (100) parts d'intérêt de dix (10,- EUR) chacune.

Les parts d'intérêt ont été souscrites par les associés comme suit:

1. Monsieur Antoine Pierre Michel Hientgen, économiste, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach, cinquante parts	50
2.- Madame Danielle Schroeder, administrateur de sociétés, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach, cinquante parts	50
Total: cent parts.	100

Toutes les parts d'intérêt sont entièrement libérées par des versements en numéraire dans la caisse de la société, de sorte que la somme de mille euros (1.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce qui est reconnu par tous les associés qui se donnent mutuellement décharge.

Art. 7. Les parts d'intérêt ne sont représentées par aucun titre. Elle ne sont pas négociables.

Chaque année, l'assemblée des associés fixe la valeur d'une part d'intérêt.

Art. 8. La cession de parts d'intérêt doit être constatée par un acte authentique ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, la cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, lui être notifiée par un acte authentique ou un acte sous seing privé ou être acceptée par la gérance dans un tel acte. Pour être opposable aux tiers, la cession doit faire l'objet d'une publicité au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Les parts d'intérêt ne peuvent être cédées même entre associés qu'avec l'agrément unanime de tous les associés. Cet agrément s'impose quelles que soient la cause et la nature de la mutation, à titre onéreux ou à titre gratuit.

A cet effet, l'associé désirant céder tout ou partie de ses parts d'intérêt, notifiera le projet de cession à chacun de ses co-associés et à la société elle-même, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Cette lettre contiendra toutes les données de l'opération. A partir de la date de la réception du projet de cession, les co-associés disposent d'un délai de trente jours calendrier pour prendre position. L'absence de réponse affirmative unanime dans ledit délai équivaut à un refus d'agrément.

En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute par le fait du décès, mais tous les héritiers, légataires et représentants de l'associé décédé, ne peuvent devenir eux-mêmes associés qu'après avoir obtenu l'agrément unanime des associés survivants. Cet agrément devra intervenir dans un délai de trente jours après notification du décès de l'associé aux autres associés moyennant lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Ces lettres sont adressées aux associés survivants à la diligence de l'héritier ou légataire le plus diligent. L'absence de réponse affirmative unanime dans ledit délai équivaut à un refus d'agrément.

Chaque fois qu'il y a refus d'agrément, les parts d'intérêts en instance de mutation seront reprises par les autres associés, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent, au prix calculé en application de la valeur dont question à l'article 7 ci-dessus.

Pour le calcul de nombre des parts à reprendre par chaque associé, les parts en instance de mutation ne sont pas prises en considération.

Dans le cas où un associé veut céder tout ou partie de ses parts d'intérêt et qu'il y a refus d'agrément, il lui est loisible de renoncer à son projet de cession et de rester comme associé dans la société.

Art. 9. La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances et selon le cas soit par la signature conjointe des gérants, soit par la signature individuelle du gérant unique. Le ou les gérants peuvent conférer des mandats spéciaux aux associés et/ou à de tierces personnes.

Art. 10. Chaque année au 31 décembre, il est dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Cet inventaire sera signé par tous les associés.

Les bénéfices nets constatés par cet inventaire seront partagés entre les associés. Proportionnellement à leur participation dans le capital social, les pertes, s'il en existe, seront supportées par eux dans les mêmes proportions.

Art. 11. Chaque associé a le droit de concourir aux décisions collectives, lesquelles, y compris celles sur les modifications statutaires, seront prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés. Chaque part d'intérêt donne droit à une voix.

Art. 12. L'assemblée des associés se réunira aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation d'un ou de plusieurs associés, mais au moins une fois par an.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, sa liquidation sera faite par les associés conjointement.

Art. 14. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre les associés relativement aux affaires de la société seront soumises obligatoirement à deux arbitres, chacune des parties en nommant un.

En cas de désaccord les deux premiers arbitres désigneront d'un commun accord un troisième arbitre et les décisions seront prises à la majorité.

La décision majoritaire des arbitres sera obligatoire et sans recours.

A défaut de nomination par l'une des parties d'un arbitre endéans la huitaine suivant invitation lui adressée par lettre recommandée, la partie la plus diligente saisira le Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière de référé, qui nommera un arbitre.

Réunion des associés

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

1) Le siège social est établi au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

2) Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée:

1.- Monsieur Antoine Pierre Michel Hientgen, économiste, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach.

2.- Madame Danielle Schroeder, administrateur de sociétés, demeurant à L-5368 Schuttrange, 48, rue de Canach.

Vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée par la signature conjointe des gérants.

Frais

Le montant des frais, rémunération et charges incombant à la société en raison des présentes est estimé sans nul préjudice à la somme de cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A.P.M. Hientgen, D. Schroeder, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 30 septembre 2005, vol. 897, fol. 40, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(086770.3/239/115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2005.

SHASAN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 12, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 110.877.

—

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Monsieur Ranjit De Alwis, administrateur de société, né le 8 août 1943 à Colombo, Sri Lanka, et son épouse Madame Sepalika Hemamali Wijewardena, sans état, née le 25 septembre 1951 à Panadura, Sri Lanka, demeurant ensemble au 129, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, mariés le 2 août 1971 à Colombo, Sri Lanka.

Lesquels comparants ont déclaré vouloir constituer entre eux une société à responsabilité limitée familiale dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Forme Juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

En général, la Société pourra effectuer toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement et indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 3. La Société prend la dénomination de SHASAN, S.à r.l.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre les associés.

Art. 5. La durée de la Société est illimitée.

Titre II. Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à deux cent mille (200.000,- EUR) euros représenté par huit mille (8.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,- EUR) euros chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées en espèces.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Art. 7. Les parts sociales ne sont cessibles à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Elles sont toujours librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la Société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Si la Société ne compte pas trois exercices, le prix est établi sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Titre III. Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par les associés. Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non.

La Société est engagée par la signature individuelle d'un gérant.

Titre IV. Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Le solde de ce compte, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital.

Le surplus du bénéfice net est réparti entre les associés.

Toutefois, les associés pourront décider à la majorité fixée par les lois afférentes que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre V. Dissolution

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dénonciation ou de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VI. Dispositions générales

Art. 12. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et finira le 31 décembre 2005.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été entièrement souscrites comme suit:

1) Monsieur Ranjit De Alwis, préqualifié, quatre mille parts sociales	4.000
2) Madame Sepalika Hermamali Wijewardena, préqualifiée, quatre mille parts sociales	4.000
Total: huit mille parts sociales	8.000

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de deux cent mille (200.000,- EUR) euros est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ deux mille six cent cinquante (2.650,- EUR).

Assemblée constitutive

Et à l'instant les associés, représentant la totalité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Ranjit De Alwis, préqualifié, lequel pourra valablement engager la Société par sa seule signature.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1470 Luxembourg, 12, route d'Esch.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. De Alwis, S.H. Wijewardena, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 76, case 3. – Reçu 1.000 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087788.3/230/99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

ALEXANDRE DUET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 107.580.

Procès-verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social le jeudi 1^{er} septembre 2005

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social, aujourd'hui même, le Conseil d'administration s'est réuni avec à l'ordre du jour:

- nomination d'un nouvel administrateur-délégué.

Sont présents:

- la société CCMT PARTICIPATIONS S.A., administrateur;
- la société HAYDEN PARTICIPATIONS S.A., administrateur;
- la société REGENCY BUSINESS BASE S.A., administrateur.

Soit la totalité des administrateurs de la sa ALEXANDRE DUET MANAGEMENT.

Le Conseil se reconnaît valablement constitué et apte à délibérer.

Après échanges de vues, il décide à l'unanimité de nommer, dès cet instant, la société CCMT PARTICIPATIONS S.A. ayant son siège social 25A, bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur-délégué en remplacement de la société REGENCY BUSINESS BASE S.A. qui redevient simple administrateur.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question n'étant restée sans réponse, la séance est levée après lecture, approbation et signature du présent procès-verbal.

Pour acceptation du mandat

CCMT PARTICIPATIONS S.A. / HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. / REGENCY BUSINESS BASE S.A.

Administrateur-délégué / Administrateur / Administrateur

Signature / Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02494. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082445.3//27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

LANSAN INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 110.878.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-third of September.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5.524, a company having its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

here represented by Mr Pierre Van Halteren, private employee, with professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

by virtue of a proxy given on September 22, 2005.

2) ECOREAL S.A., R.C.S. Luxembourg B 38.875, a company with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

here represented by Mr Pierre Van Halteren, prenamed,

by virtue of a proxy given on September 22, 2005.

Such proxies, after signature ne varietur by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties («the Appearers»), through their proxyholder, have decided to form amongst themselves a limited company (Société anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There is hereby formed a limited company (Société anonyme) under the name of LANSAN INVESTMENTS S.A.

The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

It may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by a resolution of the Board of Directors and to any other municipality within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of Shareholders.

If extraordinary events of a political, economic, or social nature, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by the law for the amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

The object of the Company is also the management and development of its own real estate, in Luxembourg as well as abroad.

The Company may furthermore carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or movable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

Art. 3. The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Art. 4. The shares shall be bearer or registered shares, at the option of the shareholder.

The Company's shares may be issued, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may repurchase its own shares in compliance with the legal requirements set forth in the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by resolution of the general meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The Directors shall be of Class «A» and/or of Class «B».

The Directors shall be appointed for a maximum period of six years pursuant to a resolution passed by unanimous vote at a general meeting of the shareholders at which the entire issued capital is represented. They shall be re-eligible but may be removed at any time under the same conditions.

In the event of a vacancy on the Board of Directors the remaining Directors have the right to provisionally fill the vacancy; in this case such a decision must be ratified by the next general meeting of shareholders.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the object of the Company.

The Board may in particular float convertible or non-convertible bonded loans, by way of issue of bearer or registered bonds, with any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever.

The Board of Directors will determine the nature, the price, the rate of interest, the issue and repayment conditions as well as any other conditions in relation thereto.

A register of the registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

All matters not expressly reserved to the general meeting of the shareholders by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the Board of Directors.

Art. 7. The Board of Directors may elect a Chairman. In the absence of the Chairman, another Director may preside over the meeting.

The Board of Directors can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between Directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted.

In case of urgency Directors may vote by letter, telegram, telex or telefax.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the Chairman has the casting vote.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, managers, or other officers; they need not be shareholders of the company.

Delegation to a member of the Board of Directors is subject to a previous authorization by unanimous vote at a general meeting of the shareholders at which the entire issued share capital is represented.

Towards third parties the Company is bound in all circumstances by the joint signatures of any Class «A» Director with any Class «B» Director, or by the sole signature of the managing director within the limits of his powers.

Art. 8. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 9. The Company's financial year shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 10. The annual general meeting of the shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the third Thursday in the month of May at two p.m.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 11. Convening notices of all general meetings of shareholders shall be made in compliance with the legal provisions, each Director being entitled to call a general meeting. Moreover a general meeting of the shareholders must be called at the request of any shareholder(s) holding at least ten percent of the issued capital.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting of the shareholders may take place without convening notices.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 12. The general meeting of the shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company.

The appropriation and distribution of the net profits fall within its exclusive competence.

Art. 13. Under the provisions set forth in Article 72-2 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the Board of Directors can be authorised to distribute interim dividends.

Art. 14. The law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, shall apply providing these Articles of Incorporation do not state otherwise.

Transitory provisions

- 1) The first financial year shall begin today and end on the thirty-first of December 2005.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2006.

Subscription and payment

The appearing parties have subscribed the shares as follows:

1) MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, three hundred and nine shares	309
2) ECOREAL S.A., prenamed, one share	1
Total: three hundred and ten shares	310

All shares have been entirely subscribed and fully paid up in cash, so that the amount of thirty-one thousand (31,000.-EUR) Euro is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary who expressly bears witness to it.

Statement

The notary drawing up the present deed declared that the conditions set forth in Article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred and fifty (2,150.-) Euro.

Constitutive meeting

Here and now, the appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of Directors is set at three and that of the Auditors at one.
- 2) The following are appointed Directors:

Class «A» Directors:

a) UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 64.474, a company with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Class «B» Directors:

b) MONTEREY SERVICES S.A., R.C.S. Luxembourg B 51.100, a company with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

c) EURO MANAGEMENT SERVICES S.A., R.C.S. Luxembourg B 34.766, a company with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

- 3) The following is appointed Auditor:

COMCOLUX S.A., R.C.S. Luxembourg B 58.545, a company with registered office at 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

- 4) The mandates of the Directors and the Auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2011.

- 5) The Company shall have its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal, on the day and year first hereinbefore mentioned in Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the mandatory of the appearing parties, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-trois septembre.

Par-devant Nous, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5.524, une société avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Pierre Van Halteren, employé privé, avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 22 septembre 2005.

2) ECOREAL S.A., R.C.S. Luxembourg B 38.875, une société avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

ici représentée par Monsieur Pierre Van Halteren, préqualifié,
en vertu d'une procuration donnée le 22 septembre 2005.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LANSAN INVESTMENTS S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à l'intérieur de la municipalité de Luxembourg-Ville par une décision du Conseil d'Administration et dans toute autre municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition de participations dans toutes entreprises, sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société a pour objet la gestion et la mise en valeur de son patrimoine immobilier propre, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières ainsi que toutes transactions en relation avec des immeubles ou biens meubles, que la société estimera utiles pour le développement de son entreprise.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs d'une, de deux ou plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article édictées par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société sera administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront de catégorie «A» et/ou de catégorie «B»

Les administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans par une décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représentée. Ils sont rééligibles, mais toujours révocables sous les mêmes conditions.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, une telle décision doit être ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires, lors de sa prochaine réunion.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour accomplir les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

De même, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires, convertibles ou non-convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le Conseil d'Administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la Loi ou les présents statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 7. Le Conseil d'Administration peut désigner son président. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable donnée par décision unanime d'une assemblée générale des actionnaires, à laquelle la totalité du capital émis est représenté.

Vis-à-vis des tiers la Société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie «A» avec un administrateur de catégorie «B», soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans la limite de ses pouvoirs.

Art. 8. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de mai à quatorze heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales, chaque administrateur pouvant convoquer une assemblée générale. Par ailleurs une assemblée générale des actionnaires devra être convoquée à la requête d'un ou plusieurs actionnaire(s) détenant au moins dix pour cent du capital social émis.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 12. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

L'affectation et la distribution du bénéfice net est de sa compétence exclusive.

Art. 13. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 14. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2005.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2006.

Souscription et libération

Les comparantes ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., préqualifiée, trois cent neuf actions	309
2) ECOREAL S.A., préqualifiée, une action	1
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces de sorte que le montant de trente et un mille (31.000,- EUR) euros est désormais à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille cent cinquante (2.150,-) euros.

Assemblée constitutive

Et à l'instant, les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

Administrateurs de catégorie «A»:

a) UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 64.474, une société avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Administrateurs de catégorie «B»:

b) MONTEREY SERVICES S.A., R.C.S. Luxembourg B 51.100, une société avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

c) EURO MANAGEMENT SERVICES S.A., R.C.S. Luxembourg B 34.766, une société avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

COMCOLUX S.A., R.C.S. Luxembourg B 58.545, une société avec siège social au 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 2011.

5) Le siège de la Société est fixé au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française; à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Halteren, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 76, case 6. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087789.3/230/304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

GM INTER EST MARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R. C. Luxembourg B 78.861.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juin 2005 que:

- Le siège social de la société est transféré du 55, boulevard de la Pétrusse au 4, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

- Le terme de leur mandat étant arrivé à échéance, la société ACTABIS MARINE S.A., avec siège social à L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue, Monsieur Jean Naveaux, demeurant 29, avenue Monterey L-2163 Luxembourg et Monsieur Martin Reuber demeurant à D-74585 Rot am See, Elässer Ring 8, ont été nommés administrateurs de la société en remplacement de la société MARELUX S.A. et de Messieurs Gerhard Mahler et Franz Spiegl. La FIDUCIAIRE PRINCIPALE S.A. a été nommée Commissaire aux Comptes en remplacement de Maître André Harpes.

L'ensemble des mandats prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2007.

- La société ACTABIS MARINE S.A. a été nommée Administrateur-Délégué de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04196. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082917.3/1285/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

GM INTER EST MARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 78.861.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04193, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Signature.

(082922.3/1285/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

ARTOTAL S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.250,-.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 45.463.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 2005, réf. LSO-BI03634, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

R.P. Pels / B. Zech.

(082461.3/724/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

SOLUZ HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 58.243.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2005

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Marie Poos en tant qu'Administrateur. Acceptation de la nomination de FMS SERVICES S.A., comme nouvel Administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2008.

Pour la société SOLUZ HOLDING S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01747. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082469.3/1023/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FENSCH TRIANGLE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 108.097.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le jeudi 1^{er} septembre 2005

S'est réunie au siège, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg, l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme FENSCH TRIANGLE FINANCE.

L'Assemblée est présidée par la société HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. laquelle désigne la société REGENCY BUSINESS BASE S.A. en qualité de secrétaire.

Le Président constate que l'ensemble des actionnaires a accepté de se réunir spontanément et est représenté, ainsi qu'il en résulte de la liste des présences annexée. L'assemblée le dispense de justifier de l'envoi de convocations.

Le président rappelle les points mis à l'ordre du jour, à savoir:

- démission d'administrateurs et administrateur-délégué,
- nomination de nouveaux administrateurs,
- mandat au conseil d'administration pour l'élection d'un nouvel administrateur-délégué.

Les faits exposés ayant été reconnus exacts, l'Assemblée se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer.

Après discussions, l'Assemblée adopte, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Elle accepte, à dater de ce jour, la démission de l'administrateur TEMPLETON OVERSEAS COMPANIES HOLDING INC. et de l'administrateur CRP INVESTMENTS S.A.

2) Elle nomme, à dater de ce jour, la société anonyme CCMT PARTICIPATIONS ayant son siège social 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur pour terminer le mandat de la société TEMPLETON OVERSEAS COMPANIES HOLDING INC.

3) Elle nomme, à dater de ce jour, la société anonyme HAYDEN PARTICIPATIONS ayant son siège social 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur pour terminer le mandat de la CRP INVESTMENTS S.A.

4) Elle donne mandat au Conseil d'administration, qui se réunira directement après la présente assemblée, d'élire un nouvel administrateur-délégué, en son sein.

L'ordre du jour étant épuisé, aucune question n'étant restée sans réponse, les participants approuvent et signent le présent procès-verbal.

Pour acceptation du mandat

CCMT PARTICIPATIONS S.A. / HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. / REGENCY BUSINESS BASE S.A.

Signature / Signature / Signature

- / Secrétaire / Président

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02502. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082446.3/000/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FENSCH TRIANGLE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 108.097.

Procès-verbal du Conseil d'administration tenu au siège social le jeudi 1^{er} septembre 2005

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social, aujourd'hui même, le Conseil d'administration s'est réuni avec à l'ordre du jour:

- nomination d'un nouvel administrateur-délégué.

Sont présentes:

- la société CCMT PARTICIPATIONS S.A., administrateur;
- la société HAYDEN PARTICIPATIONS S.A., administrateur;
- la société REGENCY BUSINESS BASE S.A., administrateur.

Soit la totalité des administrateurs de la S.A. FENSCH TRIANGLE FINANCE.

Le Conseil se reconnaît valablement constitué et apte à délibérer.

Après échanges de vues, il décide à l'unanimité de nommer, dès cet instant la société CCMT PARTICIPATIONS S.A. ayant son siège social 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur-délégué en remplacement de la société REGENCY BUSINESS BASE S.A. qui redevient simple administrateur.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question n'étant restée sans réponse, la séance est levée après lecture, approbation et signature du présent procès-verbal.

Pour acceptation du mandat

CCMT PARTICIPATIONS S.A. / HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. / REGENCY BUSINESS BASE S.A.

Signature / Signature / Signature

Administrateur-délégué / Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02503. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082447.3//27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

HEINZ IMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 103.760.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le jeudi 1^{er} septembre 2005

S'est réunie au siège, 25A, bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg, l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme HEINZ IMMO.

L'Assemblée est présidée par la société REGENCY BUSINESS BASE S.A. laquelle désigne la société HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. en qualité de secrétaire.

Le Président constate que l'ensemble des actionnaires a accepté de se réunir spontanément et est représenté, ainsi qu'il en résulte de la liste des présences annexée. L'assemblée le dispense de justifier de l'envoi de convocations.

Le président rappelle les points mis à l'ordre du jour, à savoir:

- démission d'administrateurs et administrateur-délégué,
- nomination de nouveaux administrateurs,
- mandat au conseil d'administration pour l'élection d'un nouvel administrateur-délégué.

Les faits exposés ayant été reconnus exacts, l'Assemblée se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer.

Après discussions, l'Assemblée adopte, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Elle accepte, à dater de ce jour, la démission des administrateurs TEMPLETON OVERSEAS COMPANIES HOLDING INC., ROBIEN S.A. et CRP INVESTMENTS S.A.

2) Elle nomme, à dater de ce jour, la société anonyme CCMT PARTICIPATIONS ayant son siège social 25A, bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur pour terminer le mandat de la société TEMPLETON OVERSEAS COMPANIES HOLDING INC.

3) Elle nomme, à dater de ce jour, la société anonyme REGENCY BUSINESS BASE ayant son siège social 25A, bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur pour terminer le mandat de la société ROBIEN S.A.

4) Elle nomme, à dater de ce jour, la société anonyme HAYDEN PARTICIPATIONS ayant son siège social 25A, bd Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur pour terminer le mandat de la société CRP INVESTMENTS S.A.

5) Elle donne mandat au Conseil d'administration, qui se réunira directement après la présente assemblée, d'élire un nouvel administrateur-délégué, en son sein.

L'ordre du jour étant épuisé, aucune question n'étant restée sans réponse, les participants approuvent et signent le présent procès-verbal.

Pour acceptation du mandat

CCMT PARTICIPATIONS S.A. / REGENCY BUSINESS BASE S.A. / HAYDEN PARTICIPATIONS S.A.

Signature / Signature / Signature

- / Président / Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02499. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082448.3/000/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

HEINZ IMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 103.760.

Procès-verbal du Conseil d'administration tenu au siège social le jeudi 1^{er} septembre 2005

Au terme de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social, aujourd'hui même, le Conseil d'administration s'est réuni avec à l'ordre du jour:

- nomination d'un nouvel administrateur-délégué.

Sont présentes:

- la société CCMT PARTICIPATIONS S.A., administrateur,
- la société HAYDEN PARTICIPATIONS S.A., administrateur,
- la société REGENCY BUSINESS BASE S.A., administrateur.

Soit la totalité des administrateurs de la HEINZ IMMO S.A.

Le Conseil se reconnaît valablement constitué et apte à délibérer.

Après échanges de vues, il décide à l'unanimité de nommer, dès cet instant la société CCMT PARTICIPATIONS S.A. ayant son siège social 25A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur-délégué en remplacement de la société TEMPLETON OVERSEAS COMPANIES HOLDING INC.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question n'étant restée sans réponse, la séance est levée après lecture, approbation et signature du présent procès-verbal.

Pour acceptation du mandat

CCMT PARTICIPATIONS S.A. / HAYDEN PARTICIPATIONS S.A. / REGENCY BUSINESS BASE S.A.

Signature / Signature / Signature

Administrateur-délégué / Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02500. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082449.3//27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

BAKKABRAEDUR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R. C. Luxembourg B 73.380.

In the year two thousand and five, on the twenty-second day of September.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

EXISTA EHF., a company organized and existing under the Laws of Iceland, with registered office at Tjarnargata 35, IS-101 Reykjavik (Iceland),

duly represented by:

Mr Eggert J. Hilmarsson, bank employee, with professional address in Luxembourg,
by virtue of a proxy given in Reykjavik, on September 21, 2005.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present minutes and will be filed at the same time with the registration authorities.

Said company EXISTA EHF., prenamed, is the sole member of the company BAKKABRAEDUR, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, established and having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Company and Trade Register under the number B 73.380,

hereafter referred to as «the Company».

The Company has been formerly incorporated under the name of BAKKAVÖR, S.à r.l. by a deed of the undersigned notary on 16 December 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 165 of 23 February 2000.

The articles of association of the Company have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary on 20 January 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 422 of 14 June 2000, and pursuant to a deed of the undersigned notary on 31 December 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 253 of 8 March 2003.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the notary to state the following resolution that it takes in its capacity as sole member of the Company:

Sole resolution

The sole member resolves to replace Article two (2) of the Articles of the Company by the following text:

Art. 2. «The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any

other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to companies of the group, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates within the limits of law.

In general the Company may carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, without taking advantage of the law of July thirty-first, nineteen hundred and twenty nine governing holding companies.»

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and French version, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

EXISTA EHF., une société constituée et existant sous les lois de l'Islande, ayant son siège social à Tjarnargata 35, IS-101 Reykjavik (Islande),

dûment représentée par:

Monsieur Eggert J. Hilmarsson, employé de banque, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Reykjavik, le 21 septembre 2005.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec lui.

Ladite société EXISTA EHF. est l'associé unique de la société BAKKABRAEDUR, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 73.380, ci-après définie comme la «Société».

La Société a été constituée originairement sous la dénomination de BAKKAVÖR, S.à r.l., par acte du notaire soussigné en date du 16 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 165 du 23 février 2000. Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 janvier 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 422 du 14 juin 2000, et suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 31 décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 253 du 8 mars 2003.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire d'acter la résolution suivante qu'elle prend en sa qualité d'associé unique de la Société:

Résolution unique

L'associé unique décide de remplacer l'Article deux (2) des statuts de la Société par le texte suivant:

Art. 2. «L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou tout autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra accorder ou faire bénéficier aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou toute société du groupe, toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre, de titres, d'emprunts et de certificats dans les limites légales.

D'une manière générale, la Société pourra effectuer toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E.-J. Hilmarsson, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 septembre 2005, vol. 897, fol. 34, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 septembre 2005.

J.-J. Wagner.

(086798.3/239/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2005.

BAKKABRAEDUR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R. C. Luxembourg B 73.380.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 septembre 2005.

J.-J. Wagner.

(086800.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2005.

SAUVEUR, Société Civile.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg E 1.961.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le 15 septembre 2005.

Ont comparu:

1) Jean-Louis Monnot, demeurant au 95, rue de Courcelles, F-75017 Paris

et

2) Brigitte Mirot, demeurant au 52, allée de la Forêt, F-92360 Meudon la Forêt.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile familiale qu'ils entendent constituer par les présentes:

Titre I^{er}.- Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société civile qui prendra la dénomination de SAUVEUR.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de toutes prises de participations dans des sociétés industrielles, commerciales ou immobilières et l'acquisition de tous biens immobiliers pour compte propre qu'elle pourra acquérir, d'un portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société aura une durée indéterminée; elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions précisées à l'article 18 des présents statuts.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du gérant de la société.

Titre II.- Capital social, Parts d'intérêts

Art. 5. Le capital social est fixé à 10.000,- euros représenté par 4 parts d'intérêts de 2.500,- euros chacune.

Ces parts d'intérêts sont souscrites comme suit:

Brigitte Mirot	1 part
Jean-Louis Monnot	3 parts

Les associés libéreront les parts souscrites par eux par un versement à un compte bancaire ouvert au nom de la société, au fur et à mesure des appels effectués par la gérance.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiées à la société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre des parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs coassociés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts lui appartenant.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code civil.

Art. 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation la société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant par indivis à différents copropriétaires.

Art. 11. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Les héritiers et légataires de parts ou les créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par le gérant.

Titre III.- Administration de la société

Art. 13. La société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par les associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du ou des gérants qui peut conférer des mandats spéciaux aux associés et/ou à de tierces personnes. Le premier gérant est Monsieur Jean-Louis Monnot. En cas de décès, il sera remplacé par Madame Brigitte Mirot.

Art. 14. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Titre IV.- Exercice social

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre V.- Réunion des associés

Art. 16. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 17. Dans toute réunion d'associés chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitier et nue-propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Les résolutions sont prises à la majorité des trois quarts des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 18. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts sont prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à tout autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 20. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille cinq.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à la somme de 1.000,- EUR (mille euros).

Réunion des associés

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

Est nommé gérant pour une durée indéterminée, Monsieur Jean-Louis Monnot.

Il aura le pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par sa signature individuelle conformément à l'article 13 des statuts.

2) Le siège social est fixé à Luxembourg, 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes, en quatre exemplaires.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2005, réf. LSO-BI05888. – Reçu 58 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(087063.3/4185/118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2005.

G.L., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-7395 Mullendorf, 1, rue de l'Alzette.

R. C. Luxembourg B 97.098.

Lors de la réunion du 31 mai 2005 Monsieur Tumiotto Giuseppe a donné sa démission en tant que gérant technique de la Société G.L., S.à r.l.

Pour extrait conforme

GRAZIANO

Enregistré à Luxembourg, le 19 septembre 2005, réf. LSO-BI03785. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082456.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FINANCIERE MORGANE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 50.120.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de FINANCIERE MORGANE S.A. qui s'est tenue en date du 4 août 2005 que:

les mandats des administrateurs, WALVIS BAY INTERNATIONAL CORPORATION et WATANABE TRADING LIMITED, de l'administrateur-délégué Monsieur Miguel Munoz et du commissaire aux comptes MM ADVISORS, S.à r.l. sont reconduits jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2005, réf. LSO-BI01320. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082476.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

EMBASSY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 100.131.

Suite à une décision de l'Associé Unique prise en date du 9 septembre 2005, le siège social de la société a été transféré du 59, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants suivants:

Madame Ruth Brand, Gérant B, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Monsieur Peter Bun, Gérant A, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Monsieur Carl Speecke, Gérant B, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2005.

Pour EMBASSY, S.à r.l.

R. Brand

Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03012. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann

(082601.3/029/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

EUFI-RENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R. C. Luxembourg B 32.166.

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de la Caixa Geral de Depositos en tant que Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 10 août 2005.

Certifié conforme et sincère

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 2005, réf. LSO-BI03404. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082498.3/1122/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

BARRILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8411 Steinfort, 12, rue des Carrières.
R. C. Luxembourg B 37.586.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale relative aux comptes annuels 2004, assemblée tenue de manière extraordinaire en date du 24 août 2005

Quatrième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale décide de réélire pour un nouveau mandat de six ans:

- Monsieur Jacques Breny domicilié 2B, rue A. Mayrich, L-8528 Colpach-haut en qualité d'administrateur,
- Monsieur Patrice Breny domicilié 88, rue du Centre Rossignol, B-6730 Tintigny, en qualité d'administrateur,
- Monsieur Alain Breny domicilié 14, Le Pas-De-Loup, B-6791 Guerlange (Aubange) en qualité d'administrateur-délégué,

- la FIDUCIAIRE REUTER & HUBERTY, S.à r.l. dont le siège social se trouve au 134, route d'Arlon, L-8008 Strassen, en qualité de commissaire aux comptes.

L'assemblée décide de nommer Monsieur Jacques Breny, prénommé, en tant qu' administrateur-délégué.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance lors de l'assemblée générale de 2011 statuant sur les comptes de 2010.

La société se trouve engagée par la signature conjointe des deux administrateurs délégués dont obligatoirement celle de Monsieur Jacques Breny.

Strassen, le 12 septembre 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2005, réf. LSO-BI02701. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082513.3/578/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

AFIN (HOLDING) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 70.017.

L'an deux mille cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AFIN (HOLDING) S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 598 du 5 août 1999, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 70.017 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le prédit notaire, en date du 5 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 308 du 21 mars 2003.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Claudine Cambron, employée privée, demeurant à Etalle (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nicole Henoumont, employée privée, demeurant à Martelange (Belgique).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales.

2. Annulation des actions ordinaires existantes et création d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de 2 classes différentes et spécification des droits rattachés à ces différents types d'actions.
3. Ajout d'une clause d'inaliénabilité temporaire des actions.
4. Adoption de la forme nominative des actions.
5. Ajout d'une clause d'agrément.
6. Modification du dernier alinéa de l'article 5 des statuts.
7. Modifications subséquentes de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions figurant aux points 2, 3, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour.

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre cent cinquante-quatre mille cinq cents euros (EUR 454.500,00) représenté par cinq mille quatre cent cinquante-quatre (5.454) actions ordinaires d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,00) chacune, deux mille sept cent vingt-sept (2.727) actions privilégiées de classe A d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,00) chacune et neuf cent neuf (909) actions privilégiées de classe B d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,00) chacune.

Les actions de classe A donnent droit à un dividende privilégié de 70% du bénéfice à distribuer, les actions de classe B donnent droit à un dividende privilégié de 10% du bénéfice à distribuer. Le solde du bénéfice à distribuer est réparti entre les actions ordinaires.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légalement requises.

Les actions sont nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège de la société.

Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats d'inscription seront délivrés et signés par deux administrateurs.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Sauf accord unanime de tous les actionnaires, les actions sont inaliénables pendant un terme de 10 ans qui commence à courir le jour de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de l'assemblée générale tenue en date du 22 septembre 2005.

Une fois le prédit délai de 10 ans expiré, la cession d'actions à une personne qui n'est pas un actionnaire est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration et au droit de préemption des autres actionnaires. Ces droits s'exercent selon la procédure décrite ci-après:

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée en indiquant dans un avis de cession la classe, le nombre et les numéros des actions dont la cession est envisagée, de même que les nom, prénom, profession et adresse du ou des cessionnaires proposés, ainsi que le prix de la cession.

Dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de cession par le Conseil d'Administration, ce dernier doit prendre position.

En cas d'accord unanime, le Conseil d'Administration donne son agrément et la cession peut avoir lieu librement.

Si le Conseil d'Administration refuse son agrément, un tel refus n'ayant pas besoin d'être motivé, ou si le Conseil d'Administration ne prend pas position endéans le délai imparti, l'avis de cession est communiqué aux autres actionnaires par lettre recommandée.

Les autres actionnaires disposent alors d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet de l'avis de cession. Le droit de préemption porte sur tout ou partie de ces actions. Il s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées.

Tout actionnaire devra dans le mois de la réception de la lettre du Conseil d'Administration aviser le Conseil d'Administration par écrit de son intention d'exercer son droit de préemption dans la proportion de sa participation au prix indiqué, ou s'il renonce à exercer son droit de préemption.

Si aucun actionnaire ne désire acquérir les actions proposées, le cédant est alors libre de céder les actions au cessionnaire initialement proposé au prix indiqué par lui.

Le Conseil d'Administration vérifiera la régularité formelle de la cession d'actions et sa conformité aux présents statuts puis procédera à l'inscription du transfert dans le registre des actions.

L'agrément par le Conseil d'Administration ainsi que le droit de préemption ne sont pas d'application en cas de décès d'un actionnaire et si les actions sont dévolues, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Chaque action, de quelque catégorie qu'elle soit, donne droit à une voix.

Les actions ne peuvent être mises en gage qu'avec l'accord de l'assemblée générale décidant à la majorité des 2/3.»

8. Modification du 1^{er} alinéa de l'article 7 des statuts relatif aux pouvoirs du conseil d'administration qui aura la teneur suivante: «Le conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts, et plus particulièrement par les dispositions reprises à l'article 13, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.»

9. Modification du 4^e alinéa de l'article 7 des statuts relatif au régime de signature des administrateurs qui aura la teneur suivante: «La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs de la catégorie A ou par la signature individuelle du délégué du conseil.»

10. Modification de l'article 10 des statuts relatif à la date de clôture de l'exercice social qui commencera désormais le 1^{er} octobre et se terminera le 30 septembre de l'année suivante. Par dérogation, l'exercice en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2005 se terminera le 30 septembre 2005.

11. Modification de l'article 11 des statuts relatif à la date de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra dorénavant le quatrième vendredi du mois d'octobre à 11.00 heures.

12. Modification de l'article 12 des statuts qui aura la teneur suivante: «Les convocations aux assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable. Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales en personne ou en désignant par écrit, ou tout moyen de reproduction d'un écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.»

13. Ajout à l'article 13 des statuts des mots suivants: «Les décisions de l'assemblée générale seront prises à la majorité des 2/3. Les décisions suivantes seront de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale:

- augmentation ou diminution de capital;
- acquisition ou cession de participations dans d'autres sociétés ou toute autre opération en rapport avec ces participations dans la mesure où cette opération implique l'octroi de garanties par la société;
- nomination et révocation d'un administrateur de la société ou des sociétés contrôlées;
- modification des statuts;
- décision de dissoudre la société.»

14. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier le 2^e alinéa de l'article 3 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales.

En conséquence, le 2^e alinéa de l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 3, deuxième alinéa.** Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'annuler les actions ordinaires existantes et de créer des actions ordinaires et des actions privilégiées de 2 classes différentes et de déterminer les droits attachés à ces différents types d'actions.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'introduire une clause d'inaliénabilité temporaire des actions.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'adopter la forme nominative des actions, de sorte que les actions seront uniquement nominatives.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter une clause d'agrément par le Conseil d'Administration en cas de cession d'actions.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le dernier alinéa de l'article 5 des statuts.

Septième résolution

L'assemblée générale décide suite à la 2^e, 3^e, 4^e 5^e et 6^e résolutions de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre cent cinquante-quatre mille cinq cents euros (EUR 454.500,00) représenté par cinq mille quatre cent cinquante-quatre (5.454) actions ordinaires d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR

50,00) chacune, deux mille sept cent vingt-sept (2.727) actions privilégiées de classe A d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,00) chacune et neuf cent neuf (909) actions privilégiées de classe B d'une valeur nominale de cinquante euros (EUR 50,00) chacune.

Les actions de classe A donnent droit à un dividende privilégié de 70% du bénéfice à distribuer, les actions de classe B donnent droit à un dividende privilégié de 10% du bénéfice à distribuer. Le solde du bénéfice à distribuer est réparti entre les actions ordinaires.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légalement requises.

Les actions sont nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège de la société.

Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats d'inscription seront délivrés et signés par deux administrateurs.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Sauf accord unanime de tous les actionnaires, les actions sont inaliénables pendant un terme de 10 ans qui commence à courir le jour de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du procès-verbal de l'assemblée générale tenue en date du 22 septembre 2005.

Une fois le prédit délai de 10 ans expiré, la cession d'actions à une personne qui n'est pas un actionnaire est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration et au droit de préemption des autres actionnaires. Ces droits s'exercent selon la procédure décrite ci-après:

L'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée en indiquant dans un avis de cession la classe, le nombre et les numéros des actions dont la cession est envisagée, de même que les nom, prénom, profession et adresse du ou des cessionnaires proposés, ainsi que le prix de la cession.

Dans les quinze (15) jours de la réception de l'avis de cession par le Conseil d'Administration, ce dernier doit prendre position.

En cas d'accord unanime, le Conseil d'Administration donne son agrément et la cession peut avoir lieu librement.

Si le Conseil d'Administration refuse son agrément, un tel refus n'ayant pas besoin d'être motivé, ou si le Conseil d'Administration ne prend pas position endéans le délai imparti, l'avis de cession est communiqué aux autres actionnaires par lettre recommandée.

Les autres actionnaires disposent alors d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet de l'avis de cession. Le droit de préemption porte sur tout ou partie de ces actions. Il s'exerce proportionnellement au nombre d'actions possédées.

Tout actionnaire devra dans le mois de la réception de la lettre du Conseil d'Administration aviser le Conseil d'Administration par écrit de son intention d'exercer son droit de préemption dans la proportion de sa participation au prix indiqué, ou s'il renonce à exercer son droit de préemption.

Si aucun actionnaire ne désire acquérir les actions proposées, le cédant est alors libre de céder les actions au cessionnaire initialement proposé au prix indiqué par lui.

Le Conseil d'Administration vérifiera la régularité formelle de la cession d'actions et sa conformité aux présents statuts puis procédera à l'inscription du transfert dans le registre des actions.

L'agrément par le Conseil d'Administration ainsi que le droit de préemption ne sont pas d'application en cas de décès d'un actionnaire et si les actions sont dévolues soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Chaque action, de quelque catégorie qu'elle soit, donne droit à une voix.

Les actions ne peuvent être mises en gage qu'avec l'accord de l'assemblée générale décidant à la majorité des 2/3.».

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 7 des statuts relatif aux pouvoirs du conseil d'administration, qui aura désormais teneur suivante:

«**Art. 7, premier alinéa.** Le conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts, et plus particulièrement par les dispositions reprises à l'article 13, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.»

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le 4^e alinéa de l'article 7 des statuts relatif au régime de signature des administrateurs qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 7, quatrième alinéa.** La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs de la catégorie A ou par la signature individuelle du délégué du conseil.»

Dixième résolution

L'assemblée décide de changer l'exercice social de la société d'une année sociale débutant le premier janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année, en un exercice social débutant le 1^{er} octobre et se terminant le 30 septembre de l'année suivante. Par dérogation, l'exercice en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2005 se terminera le 30 septembre 2005.

En conséquence, l'article 10 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 10.** L'année sociale commence le premier octobre et finit le trente septembre de chaque année.»

Onzième résolution

L'assemblée décide de modifier la date de tenue de l'assemblée générale annuelle et de la fixer au quatrième vendredi du mois d'octobre à 11.00 heures.

En conséquence, l'article 11 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième vendredi du mois d'octobre à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.»

Douzième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 12.** Les convocations aux assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable. Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales en personne ou en désignant par écrit, ou tout moyen de reproduction d'un écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.»

Treizième résolution

L'assemblée générale décide de compléter l'article 13 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 13.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Les décisions de l'assemblée générale seront prises à la majorité des 2/3. Les décisions suivantes seront de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale:

- augmentation ou diminution de capital;
- acquisition ou cession de participations dans d'autres sociétés ou toute autre opération en rapport avec ces participations dans la mesure où cette opération implique l'octroi de garanties par la société;
- nomination et révocation d'un administrateur de la société ou des sociétés contrôlées;
- modification des statuts;
- décision de dissoudre la société.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par le notaire par leurs nom, prénom, qualité et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Cambron, N. Henoumont, M. Lecuit.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 26 septembre 2005, vol. 406, fol. 68, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): T. Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 29 septembre 2005.

M. Lecuit.

(087244.3/243/247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2005.

MEDITERRANEA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 80.451.

—

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 5 août 2005 à 10.00 heures au Siège social

*Résolutions**Première résolution*

Le Conseil, après lecture de la lettre de démission de Madame Emanuela Brero de sa fonction de Président du Conseil d'administration, décide d'accepter cette démission. Le Conseil la remercie pour l'activité déployée jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution

Le Conseil coopte comme nouvel Administrateur, avec effet au 5 août 2005, Madame Géraldine Vinciotti, employée privée, demeurant à Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Les résolutions ci-dessus évoquées seront ratifiées par la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société, conformément à la Loi et aux Statuts.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 16 septembre 2005, réf. LSO-BI03483. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082575.3/024/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

LAGUARDIA CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 93.203.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03056, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Signature.

(082517.3/581/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

ArvinMeritor INVESTMENT (LUXEMBOURG) LIMITED, S.à r.l.,

Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 84.358.

Le bilan au 30 septembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03059, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Signature.

(082524.3/581/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

AVIATION FINANCE S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
H. R. Luxemburg B 110.850.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendundfünf, den achtundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Bettingen mit Amtswohnsitz in Niederanven.

Erschienen folgende Personen:

1. FT HOLDINGS 1 LTD., mit Sitz in 3rd Floor Geneva Place Waterfront Drive, P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, hier wirksam vertreten durch M^e Alex Schmitt, Avocat à la Cour, mit Wohnsitz in Luxemburg, im Wege einer am 21. September 2005 erteilten Vollmacht; und

2. FT HOLDINGS 2 LTD., mit Sitz in 3rd Floor Geneva Place Waterfront Drive, P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, hier wirksam vertreten durch M^e Lionel Noguera, Avocat à la Cour, mit Wohnsitz in Luxemburg, im Wege einer am 21. September 2005 erteilten Vollmacht.

Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten, welche von den anwesenden Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, bleiben der Urkunde beigeheftet, um zusammen mit dieser registriert zu werden.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben erwähnt, haben den Notar gebeten, die Satzung einer société anonyme des luxemburgischen Rechts, welche die Parteien zusammen gründen, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine société anonyme des luxemburgischen Rechts und führt die Bezeichnung AVIATION FINANCE S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.

Sofern außergewöhnliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, kann die Gesellschaft ihren Sitz nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend bis zum Ende dieser Ereignisse in einen anderen Staat verlegen.

Eine solche Sitzverlegung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Erklärung der Sitzverlegung soll Dritten gegenüber durch jenes Organ der Gesellschaft bekannt gemacht werden welches angesichts der herrschenden Umstände am besten dazu in der Lage ist.

Art. 3. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen, in jeder bestehenden Form, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung, oder auf andere Art, der Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Art, von Grundeigentum, Aktien, Schuldverschreibungen, Pfandbriefen, Schuldscheinen oder anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, die Entwicklung sowie das Management ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und der Fortführung jeglicher Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen teilnehmen und Unterstützung im Wege von Darlehen, Bürgschaften, Garantien oder auf andere Weise für seine Tochterunternehmen, Zweigniederlassungen oder andere Unternehmen derselben Gruppe leisten. Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten. Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen.

Die Gesellschaft kann in jeder möglichen Weise Geld leihen, Schuldverschreibungen und andere Schuldtitel, einschließlich so genannter convertible preferred equity certificates oder preferred equity certificates mit oder ohne Verzinsung, emittieren, sowie die Erträge solcher Geschäfte an ihre Tochtergesellschaften weiterleiten.

Generell kann die Gesellschaft alle kontrollierenden oder beaufsichtigenden Maßnahmen ergreifen, um jegliche finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen, handelsbezogenen oder industriellen Aktivitäten auszuführen, die sie für nützlich erachtet, um den Gesellschaftszweck zu erreichen und zu fördern.

Titel II. Kapital, Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100,-) je Aktie.

Auf Anfrage der Aktionäre können die Aktien durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Aktien können je nach Entscheidung der Aktionäre entweder Namens- oder Inhaberaktien sein.

Die Gesellschaft kann unter den vom Recht vorgeschriebenen Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Genehmigtes Kapital

Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von bis zu fünfzig Millionen Euro (EUR 50.000.000,-), eingeteilt in fünfhunderttausend (500.000) Aktien mit einem Nennwert von einhundert Euro (EUR 100,-) je Aktie.

Der Verwaltungsrat ist befugt und ernannt um:

- von Zeit zu Zeit das Gesellschaftskapital im Rahmen des genehmigten Kapitals insgesamt oder in Teilbeträgen durch die Ausgabe neuer Aktien mit oder ohne Agio zu erhöhen, wobei eine solche Erhöhung durch Bareinzahlung, Sacheinlage, Umwandlung von Ansprüchen der Aktionäre, oder, nach Zustimmung der Generalversammlung, durch Verwendung des Gewinns oder durch Kapitalreserven der Gesellschaft geleistet werden kann.

- den Ort und das Datum der Aktienemission oder der aufeinander folgenden Emissionen sowie deren Zeichnungs- und Zahlungsbedingungen für zusätzliche Aktien zu bestimmen; und

- Zeichnungsvorzugsrechte der Aktionäre hinsichtlich der neu emittierten Aktien abzuschaffen oder einzuschränken.

Diese Befugnis ist gültig für eine Dauer von fünf Jahren beginnend mit dem Datum der Veröffentlichung dieser Gründungsurkunde und kann durch Entscheidung der Generalversammlung der Aktionäre hinsichtlich derjenigen Aktien des genehmigten Kapitals erneuert werden, die bis zu dieser Zeit nicht durch den Verwaltungsrat emittiert wurden.

Als Folge einer jeden rechtmäßigen und ordentlich notariell beurkundeten Kapitalerhöhung wird der erste Absatz dieses Artikels entsprechend angepasst. Eine solche Anpassung bedarf der notariellen Beurkundung, welche durch den Verwaltungsrat oder jede andere Person, welche dazu beauftragt ist, eingeleitet werden kann.

Titel III. Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, geleitet. Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt, wobei die Generalversammlung die Mitglieder jederzeit abberufen kann.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds gilt als unbesetzt wenn:

- es von seinem Posten unter schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft zurücktritt, oder
- es seinen Posten aufgrund rechtlicher Vorschriften niederlegen muss weil es ihm durch diese Vorschriften verboten ist oder er als unqualifiziert gilt, diesen Posten weiterhin auszuüben;
- es zahlungsunfähig wird oder generelle Absprachen oder einvernehmliche Regelungen mit seinen Gläubigern trifft, oder

- wenn es von seinem Posten durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre enthoben wird.

Sofern das Gesetz es zulässt, soll jedes aktive oder ehemalige Mitglied des Verwaltungsrates aus dem Vermögen der Gesellschaft für jeglichen Verlust oder jegliche Haftung entschädigt werden, welche ihm aufgrund der Ausübung seines Mandats als Mitglied entstanden sind.

Art. 7. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden trifft sich der Verwaltungsrat so oft wie es im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn zwei seiner Mitglieder es verlangen.

Alle Verwaltungsratssitzungen werden in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

In dringlichen Fällen können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Wirkung wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels geleistet werden.

In einem solchen dringlichen Fall, können Mitglieder des Verwaltungsrates ebenfalls an Sitzungen des Verwaltungsrates durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln teilnehmen. Nimmt ein Mitglied an einer Verwaltungsratssitzung durch Verwendung eines Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Fernkommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehm-

mende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung erläuterten Angelegenheiten abstimmen können.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird in jeder Hinsicht durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden, es sei denn, dass eine gesonderte Entscheidung getroffen wurde, durch welche die Zeichnungs- oder Vertretungsbefugnis nach Artikel 10 dieser Satzung durch Entscheidung des Verwaltungsrates an andere Personen delegiert wurde.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts an einen oder mehrere seiner Mitglieder, die geschäftsführenden Mitglieder, delegieren.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die Verwaltung aller Angelegenheiten der Gesellschaft oder der Angelegenheiten eines bestimmten Sachgebietes einem oder mehreren seiner Mitglieder zuweisen und für bestimmte Angelegenheiten Sondervollmachten an andere Personen erteilen, die weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft in allen Rechtsstreitigkeiten im Namen der Gesellschaft durch seinen Vorsitzenden oder ein für diesen Zweck bevollmächtigtes Mitglied des Verwaltungsrates.

Titel IV. Aufsicht

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt. Rechnungsprüfer werden durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt, welche auch die Anzahl der Rechnungsprüfer, ihre Entschädigung und die Dauer ihrer Bestellung, welche sechs Jahren nicht überschreiten darf, bestimmt.

Titel V. Generalversammlung

Art. 13. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Mittwoch im Monat Juni um 14.00 Uhr in Luxemburg an dem in der Einladung benannten Ort statt.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Alle außerordentlichen Generalversammlungen finden ebenfalls in Luxemburg statt.

Titel VI. Geschäftsjahr/Gewinnverwertung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres, mit der Ausnahme, dass das erste Geschäftsjahr, welches mit der Gründung der Gesellschaft beginnt, am 31. Dezember 2006 endet.

Art. 15. Nach Abzug jeglicher Ausgaben der Gesellschaft und Amortisierungen, weist die Bilanz der Gesellschaft ihren Nettogewinn aus. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht hat. Sollte die gesetzliche Rücklage unter diesen Wert sinken, muss die zwangsweise Abführung solange wieder aufgenommen werden, bis die gesetzliche Rücklage wieder vollständig aufgefüllt ist.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre frei verfügen.

Titel VII. Auflösung und Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden, durchgeführt. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse und die Entschädigung des bzw. der Liquidatoren.

Titel VIII. Allgemeine Vorschriften

Art. 17. Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Satzung geregelt werden, unterliegen den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und den Änderungsgesetzen zu diesem Gesetz.

Zeichnung

Nachdem die oben erwähnte Satzung festgelegt wurde, erklären die erschienen Parteien, das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt zu zeichnen:

1. FT HOLDINGS 1 LTD. eine Aktie	1 Aktie
2. FT HOLDINGS 2 LTD. dreihundertneun Aktien	309 Aktien
Gesamt: dreihundertzehn Aktien	310 Aktien

Alle Aktien wurden durch Barzahlung vollständig bezahlt, so dass nunmehr die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was auch dem Notar gegenüber nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915, wie abgeändert, beachtet und erläutert wurden.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen und sonstigen Aufwendungen, welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung tragen muss belaufen sich auf ungefähr zweitausend Euro (EUR 2.000,-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Die oben benannten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Kapital der Gesellschaft repräsentieren und sich ordnungsgemäß zusammengefunden haben, beschließen, sofort im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft eine außerordentliche Generalversammlung abzuhalten.

Nach der Feststellung, dass sich die Generalversammlung ordnungsgemäß zusammengefunden hat, beschließt die Generalversammlung einstimmig folgendes:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxemburg;
- 2) Als Mitglieder des Verwaltungsrates werden für eine unbestimmte Dauer folgende Personen ernannt:
 - a) M^e Alex Schmitt, Avocat à la Cour, geboren am 24. März 1953 in Luxemburg (Luxemburg), beruflich wohnhaft in 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxemburg,
 - b) Frau Chantal Keereman, Juristin, geboren am 26. November 1960 in Bruges (Belgien), beruflich wohnhaft in 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxemburg, und
 - c) Herr Camille Paulus, Angestellter, geboren am 6. Dezember 1940 in Schifflange (Luxemburg), beruflich wohnhaft in 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxemburg.
- 3) Als Rechnungsprüfer wird ernannt:
Herr Marcel Stephany, Wirtschaftsprüfer, geboren am 4. September 1951 in Luxemburg (Luxemburg), wohnhaft in 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange.
- 4) Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Rechnungsprüfers endet nach der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre im Jahr 2011, es sei denn, sie treten vorher zurück oder werden abgewählt.

Der unterzeichnende Notar, der die deutsche Sprache verstehen und sprechen kann, erklärt, dass die vorstehende Urkunde auf Verlangen der Parteien in deutscher Sprache verfasst wurde.

Wodurch diese notarielle Urkunde am Datum wie eingangs erwähnt und in Luxemburg erstellt wurde.

Nachdem diese Urkunde den erscheinenden Personen, welche Personen dem Notar durch Vorname, Name, Stand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, haben diese Personen zusammen mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: L. Noguera, A. Schmitt, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, vol. 149S, fol. 96, case 11. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 5. Oktober 2005.

P. Bettingen.

(087533.3/202/196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

SGI INGENIERIE S.A. LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: L-6142 Junglinster, 6, rue Rham.

R. C. Luxembourg B 7.463.

Au cours de l'assemblée générale ordinaire de SGI INGENIERIE S.A. LUXEMBOURG du 27 juin 2005, il a été décidé de:

- La nomination en tant que Président du Conseil d'Administration de:
- Monsieur Marcel Sauber.
- Le renouvellement pour une durée de un an du mandat d'Administrateur de:
- Monsieur Andreia Poltera,
- Monsieur Laurent Nilles,
- Monsieur Lambros Anagnostopoulos,
- Monsieur Jacques Planchard,
- Monsieur Jean-Marc Wagener.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 juin 2005.

SGI INGENIERIE S.A. LUXEMBOURG

M. Sauber

Président

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2005, réf. LSO-BG08843. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082562.3/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

O.R.I. MARTIN LUX S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 55.992.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 30 mai 2005

Conformément à l'article 51, alinéa 4 de la loi Fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination par voie de cooptation de FMS SERVICES S.A. au titre d'administrateur provisoire en remplacement de Monsieur Jean-Marie Poos, démissionnaire.

Cette nomination sera soumise à la prochaine assemblée générale aux fins d'élection définitive.

Pour la société O.R.I. MARTIN LUX S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01725. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082527.3/1023/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

SWEDEN DIA (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 100.621.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03061, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Signature.

(082528.3/581/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

HELLAS TELECOMMUNICATIONS I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TROY I, S.à r.l.).

Capital social: EUR 1,000,000.-.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 107.372.

In the year two thousand and five, on the sixteenth of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of this deed.

There appeared:

TROY (to be renamed HELLAS TELECOMMUNICATIONS), a company incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 107.292, here represented by Ms Isabelle Lux, licencié en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 14 September 2005.

The said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of TROY I, S.à r.l. (the Company), a company incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 107.372, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jacques Delvaux, residing in Luxembourg, on 25 March 2005 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3 September 2005, n° 841. The articles of association have been amended by a deed of the notary Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen on 26 July 2005, not yet published.

The appearing party acting in its said capacity and representing the entire share capital of the Company, took the following resolution:

Resolution

Article 4 of the Company's articles of association is modified and reads now as follows:

«**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination HELLAS TELECOMMUNICATIONS I.»

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le seize septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant le dépositaire de la présente minute.

A comparu:

TROY (devant être renommée HELLAS TELECOMMUNICATIONS), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 107.292,

ici représentée par Madame Isabelle Lux, licencié en droit, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 14 septembre 2005.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante étant l'associé unique de TROY I, S.à r.l. (la Société), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 107.372, constituée suivant acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg en date du 25 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 841 du 3 septembre 2005. Les statuts ont été modifiés par acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen en date du 26 juillet 2005, pas encore publié.

La comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a pris la résolution suivante:

Résolution

L'article 4 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination sociale HELLAS TELECOMMUNICATIONS I.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. Lux, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 66, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087800.3/230/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

**HELLAS TELECOMMUNICATIONS I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TROY I, S.à r.l.).**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 107.372.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1518 du 16 septembre 2005, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(087801.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

NUTRITIONAL TECHNOLOGY DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 83.116.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 juin 2005

Acceptation de la démission de Madame Rachel Backes et de Monsieur Jean-Marie Poos en tant qu'Administrateurs.

Acceptation de la nomination de Monsieur Norbert Schmitz et de FMS SERVICES S.A. comme nouveaux Administrateurs, en remplacement de Monsieur Jean-Marie Poos et de Madame Rachel Backes, démissionnaires. Leur mandat viendra à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2007.

Pour le société NUTRITIONAL TECHNOLOGY DEVELOPMENT S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01718. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082531.3/1023/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

BALTA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 101.259.

Le bilan pour la période du 10 juin 2004 (date de constitution) au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03065, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2005. Signature.
(082535.3/581/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

G.C.M. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 92.890.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 2005

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Marie Poos en tant qu'Administrateur.

Acceptation de la nomination de FMS SERVICES S.A. comme nouvel Administrateur.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2009.

Pour la société G.C.M. INTERNATIONAL S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01699. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082538.3/1023/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FERRERO TRADING LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6E, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 46.117.

L'an deux mille cinq, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FERRERO TRADING LUX S.A., ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6E, route de Trèves, inscrite au Registre de Commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 46.117, constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 17 mars 1994, numéro 98.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 26 mars 2005, numéro 274.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Massimiliano Paoleschi, corporate tax manager, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Elisabetta Belardi, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Lucia Capotondi, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A.) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social souscrit à concurrence de deux millions sept cent cinquante mille euros (EUR 2.750.000,-) de manière à le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) à trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) par l'émission et la création de cent dix mille (110.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2) Renonciation au droit de souscription préférentiel des actionnaires existants.

3) Souscription par FERRERO INTERNATIONAL S.A. des actions nouvelles et libération intégrale en espèces.

4) Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

5) Divers.

B.) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C.) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit et versé de la société à concurrence de deux millions sept cent cinquante mille euros (EUR 2.750.000,-) de manière à le porter de son montant actuel, soit deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) à trois millions d'euros (EUR 3.000.000,-) par l'émission de cent dix mille (110.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Deuxième résolution

Renonciation est donnée par FERRERO TRADING LUX S.A. à son droit de souscription préférentiel.

Souscription et libération

Les cent dix mille (110.000) nouvelles actions sont souscrites à l'instant par:

FERRERO INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6E, route de Trèves, ici représentée par Monsieur Massimiliano Paoleschi, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, et libérées intégralement en espèces.

L'assemblée réunissant l'intégralité du capital social de la société accepte à l'unanimité la souscription des actions nouvelles par le souscripteur prénommé.

Libération

Le montant de deux millions sept cent cinquante mille euros (EUR 2.750.000,-) en espèces est à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 5 des statuts, lequel aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} paragraphe.** Le capital social est fixé à EUR 3.000.000,- (trois millions d'euros), représenté par cent vingt mille (120.000) actions de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Déclaration

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'Article 32-1 de la loi coordonnée sur les sociétés que les conditions requises pour l'augmentation de capital, telles que contenues à l'Article 26, ont été remplies.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de trente et un mille cinq cents euros (EUR 31.500,-).

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Paoleschi, E. Belardi, L. Capotondi, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 30 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 74, case 12. – Reçu 27.500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 octobre 2005.

P. Bettingen.

(089410.3/202/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

FERRERO TRADING LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6E, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 46.117.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 5 octobre 2005.

P. Bettingen.

(089411.3/202/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

KENSALYS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 74.503.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2005

Le mandat de Monsieur Jean Bintner, en tant qu'Administrateur, n'est pas renouvelé. Monsieur Norbert Schmitz et S.G.A. SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. FMS SERVICES S.A. est élue pour 6 ans Administrateur. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société KENSALYS S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01701. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082540.3/1023/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

BRION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 73.686.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 2005

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Marie Poos en tant qu'Administrateur.

Acceptation de la nomination de FMS SERVICES S.A. comme nouvel Administrateur.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Pour la société BRION S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01680. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082544.3/1023/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

GLOBAL COMMUNICATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 81.642.

In the year two thousand and five, on the seventh of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Mr Mirosław Grabiec, Director, born in Gdansk, Poland, on 6th January 1969, residing at Flat A, 46 St Gabriels Road, London, NW2,

here represented by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, itself represented by Miss Séverine Canova, lawyer, residing professionally at Luxembourg and Mr Fabrice Geimer, lawyer, residing professionally at Luxembourg, acting jointly in their respective capacities as attorneys-in-fact A and B,

by virtue of a one proxy established on August 10, 2005.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholders of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that, pursuant to a share transfer agreement dated July 26, 2005, duly accepted by the Company in conformity with article 190 of the Law of August 10, 1915 governing commercial companies, he is the sole actual shareholder of GLOBAL COMMUNICATIONS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of M^e Gérard Lecuit, then notary residing in Hesperange, on the 26th of March 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 996 on November 13, 2001. The articles of incorporation have been modified by a deed of the undersigned notary on February 24, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 750 of July 27, 2005.

The said share transfer agreement, after having been signed by the proxyholders of the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

- that, the sole shareholder has taken the following resolution:

Sole resolution

As a consequence of what has been stated hereabove, the sole shareholder decides to amend article 6 of the articles of association which will read as follows:

«**Art. 6.** The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) represented by one hundred and twenty-five (125) share quotas of one hundred Euro (100.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up».

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholders of the person appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Follows the French version:

L'an deux mille cinq, le sept septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Mirosław Grabiec, administrateur, né à Gdansk, Pologne, le 6 janvier 1969, demeurant à Flat A, 46 St Gabriels Road, Londres, NW2,

ici représenté par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, elle-même représentée par Mademoiselle Séverine Canova, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg et Monsieur Fabrice Geimer, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en leurs qualités respectives de fondés de pouvoirs A et B,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 août 2005.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les mandataires du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que suite à une cession de parts datée du 26 juillet 2005, dûment acceptée par la société, en conformité avec l'article 190 de la loi du 10 août 1915, relative aux sociétés commerciales, il est le seul et unique associé actuel de la société GLOBAL COMMUNICATIONS, S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte de Maître Gérard Le-cuit, alors notaire de résidence à Hesperange, en date du 26 mars 2001, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 996 du 13 novembre 2001. Les statuts ont été modifiés suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 février 2005, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C 750 du 27 juillet 2005.

Ladite cession de parts, après avoir été signée ne varietur par les mandataires du comparant et le notaire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

- Qu'il a pris la résolution suivante:

Résolution unique

En conséquence de ce qui a été déclaré ci-avant, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires du comparant, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Canova, F. Geimer, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 15 septembre 2005, vol. 433, fol. 4, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(088738.3/242/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2005.

GLOBAL COMMUNICATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 81.642.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(088739.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2005.

ARCANIEL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 67.862.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2005

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Marie Poos en tant qu'Administrateur.
Acceptation de la nomination de S.G.A. SERVICES S.A., comme nouvel Administrateur.
Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2010.

Pour la société ARCANIEL HOLDING S.A.
N. Schmitz
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01678. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082547.3/1023/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

INTERMARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 67.843.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 10 septembre 2005 que:
- Le terme de leur mandat étant arrivé à échéance, Monsieur Djaparidze Georgy, demeurant 17 Lavrushinsky per. Apt 88, Moscow et Monsieur Paul Crist demeurant à Houston TX 77030, ont été nommés administrateurs de la société en remplacement de Monsieur Walter Köhn et du Docteur Lutz Köhn.

- Le mandat de la société MARELUX S.A., avec siège social à L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse a été renouvelé. La société MARELUX S.A. détient en outre un pouvoir de signature unique concernant la gestion de la société ainsi que le pouvoir d'acheter ou de vendre des marchandises spécifiées par les bilans.

- Pouvoir est donné à Monsieur Djaparidze Georgy d'engager la société par sa seule signature.
L'ensemble des mandats prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2011.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04195. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082912.3/1285/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

INTERMARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 67.843.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04192, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Signature.

(082904.3/1285/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

INTERMARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 55, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 67.843.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2005, réf. LSO-BI04191, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2005.

Signature.

(082919.3/1285/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

MAYFAIR HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 37.219.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2005

Acceptation de la démission de Madame Rachel Backes en tant qu'Administrateur.
Acceptation de la nomination de FMS SERVICES S.A., comme nouvel Administrateur.
Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2009.

Pour la société MAYFAIR HOLDINGS S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01706. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(082548.3/1023/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

FUTURE INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 47.499.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 août 2005

Le mandat de Monsieur Jean-Marie Poos, en tant qu'Administrateur, n'est pas renouvelé. Monsieur Norbert Schmitz et S.G.A. SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. FMS SERVICES S.A. est élue pour 6 ans Administrateur. Monsieur Eric Herremans est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société FUTURE INVEST HOLDING S.A.

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 septembre 2005, réf. LSO-BI01696. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(082551.3/1023/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

HBI PUNCHEIM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R. C. Luxembourg B 110.924.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the fourth day of October.
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch.

There appeared:

HBI HOLDING, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, incorporated under the name of KPI RETAIL PROPERTY 6, S.à r.l. by deed drawn up on 24 may 2005 by the Luxembourg Notary Joseph Elvinger, having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 108.365.

The appearer for the above is here represented by Mr Laurent Massinon, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated September 30, 2005.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of Incorporation of a private limited liability company («société privée à responsabilité limitée»):

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration
1. Form - Corporate name

There is formed a private limited liability company under the name HBI PUNCHEIM, S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

3. Object

3.1 The Company's object is to invest in real estate directly or indirectly in Luxembourg and abroad and to acquire or sell or other disposition and to hold, directly or indirectly, interests in Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies»), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- act as limited partner in a German limited partnership;
- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

3.4 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

4. Duration

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Share capital

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by two hundred fifty (250) shares of fifty Euro (EUR 50) each (hereafter referred to as the «Shares»). The holders of the Shares are together referred to as the «Shareholders».

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Shares indivisibility

Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of shares

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

7.3 In addition, each Shareholder agrees that it will not transfer, pledge or grant a security interest in any Share without the prior written consent of the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers.

Chapter III.- Management

8. Management

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers («conseil de gérance»).

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

9. Powers of the sole manager or of the board of managers

9.1 In dealing with third parties, the sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

10. Representation of the company

Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole Manager, bound by the sole signature of the sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a sole Manager, by the sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two Managers.

11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers

11.1 The sole Manager or, in case of plurality of managers, any two Managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The sole Manager or, in case of plurality of managers, any two Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Meeting of the board of managers

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager.

12.2 The board of managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the board of managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes

13.1 The single Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his Shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

13.3 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

Chapter V.- Business year

14. Business year

14.1 The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Distribution right of shares

15.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2 From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5 Notwithstanding the preceding provisions, the sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI.- Liquidation

16. Causes of dissolution

The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17. Liquidation

17.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority of Shareholders.

17.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII.- Applicable law

18. Applicable law

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31, 2005.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

HBI HOLDING, S.à r.l. 250 shares

Total: two hundred and fifty shares. 250 shares

All these shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) corresponding to a share capital of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred and fifty Euro (1,250 EUR).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, HBI HOLDING, S.à r.l., representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as sole Manager of the Company for an undetermined period:

HBI, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 109.134.

In accordance with article 10 of the by-laws, the Company shall be bound by the sole signature of the sole Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the sole Manager.

2) The Company shall have its registered office at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le quatre octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

HBI HOLDING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée sous le nom de KPI RETAIL PROPERTY 6, S.à r.l. par un acte reçu le 24 mai 2005 par le notaire Joseph Elvinger, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 108.365.

La comparante ci-dessus est représentée par Monsieur Laurent Massinon, juriste, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 30 septembre 2005.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Titre Ier.- Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination

Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de HBI PUNCHEIM, S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet

3.1 L'objet de la Société est d'investir dans les biens immobiliers directement ou indirectement à Luxembourg ou à l'étranger et d'acquérir ou de vendre ou tout autre acte de disposition et la détention, directe ou indirecte, de tous intérêts dans des entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- agir en qualité d'associé commanditaire d'une société en commandite de droit allemand;
- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;
- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

3.4 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés de participation financières.

Art. 4. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital, Parts

Art. 5. Capital social

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale de cinquante euros (50 EUR), chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés».

5.2 Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des parts

Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 De plus, chaque Associé s'engage à ne pas céder, mettre en gage ou conférer des garanties sur les Parts Sociales qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Titre III.- Gérance

Art. 8. Gérance

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 8 et 10 des présents Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société

Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature unique de tout Gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

Art. 11. Délégation et agent du gérant unique et du conseil de gérance

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux Gérants peut/peuvent déléguer ses/leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux Gérants détermine(nt) les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du conseil de gérance

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les Gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants est valable et valide pour autant qu'elle ait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, qui a été dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un Gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés

13.1 L'Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent.

13.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales.

Titre V.- Exercice social

Art. 14. Exercice social

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 15. Droit de distribution des parts

15.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Titre VI.- Liquidation

Art. 16. Causes de dissolution

La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

Art. 17. Liquidation

17.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des Associés.

17.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII.- Loi applicable

Art. 18. Loi applicable

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2005.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

HBI HOLDING, S.à r.l. 250 parts sociales

Total: deux cent cinquante parts sociales 250 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cent cinquante euros (1.250 EUR).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, HBI HOLDING, S.à r.l., représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé Gérant de la Société pour une période indéterminée:

- HBI, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 109.134.

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société se trouvera engagée par la seule signature de tout Gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué par tout Gérant.

2) Le siège social de la Société est établi au 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Massinon, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 6 octobre 2005, vol. 433, fol. 32, case 2. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 6 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(088254.3/242/403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2005.

AXA WORLD FUNDS II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 27.526.

—
Madame Nathalie Boullefort-Fulconis a été nommée administrateur le 23 août 2005.

Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour AXA WORLD FUNDS II, SICAV

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01428. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082554.3/984/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

AXA WORLD FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 63.116.

—
Monsieur Jean-Louis Laurens est à omettre du Conseil d'Administration. Celui-ci a démissionné de son poste d'administrateur le 11 juillet 2005.

Madame Zoé Formery-Sene est à omettre du Conseil d'Administration. Celle-ci a démissionné de son poste d'administrateur le 26 juillet 2005.

Madame Mathile Munière a été nommée administrateur le 26 juillet 2005.

Madame Nathalie Boullefort-Fulconis a été nommée administrateur le 23 août 2005.

Monsieur Christiaan Jansen a été nommé le 10 novembre 2004 délégué à la gestion journalière.

Luxembourg, le 6 septembre 2005.

Pour AXA WORLD FUNDS, SICAV

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 8 septembre 2005, réf. LSO-BI01430. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082556.3/984/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

SODEXHO INTERNATIONAL EMPLOYEES PLAN HOLDING S.C.A.,

Société en Commandite par Actions Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 78.691.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 décembre 2003

Acceptation de la démission de Monsieur Hervé Gundermann du Conseil de Surveillance.

Acceptation de la nomination de Madame Anne Grange en tant que membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de Monsieur Hervé Gundermann, démissionnaire.

Pour SODEXHO INTERNATIONAL EMPLOYEES PLAN HOLDING S.C.A.

SODEXHO INTERNATIONAL EMPLOYEES PLAN HOLDING, S.à r.l.

Gérant Commandité

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2004, réf. LSO-AW05434. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082558.3/1023/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

EKART S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 88.813.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02332, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2005.

Signature.

(082595.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

INFRASTRUCTURE CREATION COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 66.992.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2005, réf. LSO-BI02599, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2005.

Signature.

(082597.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

VALNOC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 89.380.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 2005, réf. LSO-BI02328, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 septembre 2005.

Signature.

(082598.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.

COVER FIN. HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 70.342.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le mardi 6 septembre 2005 que l'Assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

Sixième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du lundi 8 novembre 2004 et qu'en l'absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire ont poursuivi leur mandat jusqu'à ce jour.

L'Assemblée (...) et décide de nommer, les Administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandt, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Onelio Piccinelli, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur;
- Monsieur Alfonso Belardi, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 30 juin 2005.

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Vincent Thill, employé privé 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 30 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2005.

Le Conseil d'Administration

S. Vandt / O. Piccinelli

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI03257. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082705.3/043/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2005.

**HELLAS TELECOMMUNICATIONS FINANCE, Société en Commandite par Actions,
(anc. TROY PIK).**

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 107.288.

In the year two thousand and five, on the sixteenth of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of this deed.

There appeared:

1) TROY (to be renamed HELLAS TELECOMMUNICATIONS), a company incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 107.292, and

2) TROY I, S.à r.l. (to be renamed HELLAS TELECOMMUNICATIONS I), a company incorporated as a société à responsabilité limitée under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 107.372, both here represented by Ms Isabelle Lux, licencié en droit, residing in Luxembourg, by virtue of two proxies, given each in Luxembourg, on 14 September 2005.

The said proxies, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties holding the fifteen thousand five hundred (15,500) shares representing all the share capital of TROY PIK (the Company), a company incorporated as a société en commandite par actions under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 107.288, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jacques Delvaux, residing in Luxembourg, on 25 March 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 25 August 2005, n° 822. The articles of association were further amended by a deed of the notary Maître Jacques Delvaux on 12 May 2005, not yet published.

The appearing parties acting in their said capacity and representing the entire share capital of the Company took the following resolution:

Resolution

Article 4 of the Company's articles of association is modified and reads now as follows:

«**Art. 4.** The Company will have the denomination HELLAS TELECOMMUNICATIONS FINANCE.»

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the proxyholder of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le seize septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant le dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1) TROY (devant être renommée HELLAS TELECOMMUNICATIONS), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 107.292,

et

2) TROY I, S.à r.l. (devant être renommée HELLAS TELECOMMUNICATIONS I), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 107.372,

ici toutes deux représentées par Madame Isabelle Lux, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé données à Luxembourg, le 14 septembre 2005.

Les procurations signées ne varietur par la mandataire des comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes détenant toutes les quinze mille cinq cents (15.500) parts sociales et étant ainsi les seuls associés de TROY PIK (la Société), une société en commandite par actions, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 107.288, constituée suivant acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg en date du 25 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 822 du 25 août 2005. Les statuts de la société ont été modifiés par acte du notaire Maître Jacques Delvaux en date du 12 mai 2005, pas encore publié.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont pris la résolution suivante:

Résolution

L'article 4 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société aura la dénomination sociale HELLAS TELECOMMUNICATIONS FINANCE.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. Lux, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 septembre 2005, vol. 25CS, fol. 66, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2005.

A. Schwachtgen.

(087806.3/230/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

**HELLAS TELECOMMUNICATIONS FINANCE, Société en Commandite par Actions,
(anc. TROY PIK, S.à r.l.).**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 107.288.

Statuts coordonnés suivant les actes n° 1522 du 16 septembre 2005 et n° 1556 du 22 septembre 2005, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(087808.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

FMS SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 101.240.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 5 septembre 2005

Il résulte de la présente assemblée que:

1. Messieurs Dominique Moinil, Michel di Benedetto et C.L.M.S. (LUXEMBOURG) démissionnent de leurs fonctions d'administrateurs.

2. - Monsieur Norbert Schmitz, Licencié en Sciences Commerciales et Consulaires demeurant à Luxembourg

- Monsieur Jean-Marie Poos, Fondé de Pouvoir Principal, demeurant à Bettange/Mess

- Madame Rachel Backes, Fondé de Pouvoir Principal, demeurant à Leudelange

sont nommés nouveaux administrateurs en remplacement des administrateurs démissionnaires. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de l'an 2009.

3. H.T.R. REVISION, S.à r.l. démissionne de ses fonctions de commissaire aux comptes.

4. Monsieur Steven Ameye demeurant à Luxembourg est nommé nouveau commissaire aux comptes en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de l'an 2009.

5. Le siège social de la société est transféré au:

3, Avenue Pasteur,

L-2311 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

N. Schmitz

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 15 septembre 2005, réf. LSO-BI02973. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(082565.3/1023/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2005.